

Vent de pessimisme dans le camp Sarkozy

Le président sortant compte sur l'affrontement du second tour

Un vent de pessimisme souffle sur le camp de Nicolas Sarkozy à trois jours du premier tour de l'élection présidentielle. Beaucoup d'analystes ne s'interrogent plus tant sur ses chances d'être réélu le 6 mai que sur ce qui pourrait encore le sauver d'une défaite annoncée par les sondages, tant l'antisarkozysme semble ancré dans l'opinion.

Il ne fait guère de doute que le premier tour, dimanche, verra Nicolas Sarkozy et son adversaire socialiste, François Hollande, se qualifier pour l'affrontement final. Ses proches se raccrochent, comme leur champion, à l'idée que le second tour lui offrira une nouvelle chance de faire la différence, après une phase de « stérilisation » de la campagne, due selon eux à la règle d'égalité absolue du temps de parole dans les médias audiovisuels entre les dix candidats en lice.

« Je suis persuadé que nos idées sont majoritaires mais qu'il y a un véritable mur qu'il faut casser pour convaincre », se plaignait mardi Nicolas Sarkozy devant la Fédération française du bâtiment. « L'équilibre, c'est neuf candidats contre un : 10% du temps de parole pour l'un, 90% pour les autres ! »

Le second tour permettra, espèrent



Nicolas Sarkozy a annoncé hier soir sur TF1 que s'il était réélu, les retraites seront désormais payées, non plus le 8 mais le 1^{er} de chaque mois, « à partir du 1^{er} juillet 2012 ».

(Photo Reuters)

le président-candidat et son équipe, de revenir à un affrontement projet contre projet et de « démasquer » les ambiguïtés et les faiblesses de son rival - d'où leur souhait de deux débats télévisés entre les deux tours. Ils misent également sur la mobilisation des indécis.

« A moins d'un miracle »

En attendant que passe le premier tour, cependant, plus on s'éloigne du

premier cercle des proches de Nicolas Sarkozy, plus le pessimisme semble l'emporter.

« Il n'y a plus que la Chapelle miraculeuse de la rue du Bac », constate ainsi un ancien ministre, allusion à un lieu de pèlerinage du VII^e arrondissement de Paris, où la Vierge Marie est censée être apparue en 1830.

« Il n'y a plus grand-chose à faire, à moins d'un miracle », renchérit un

député UMP, tandis qu'un de ses collègues affirme déjà « prier » pour que les élections législatives de juin ne tournent pas à la déroute pour le parti présidentiel.

Les analystes n'ont pas vraiment de quoi les rassurer.

Pour Pascal Perrineau, directeur du centre de recherche de l'Institut de sciences politiques de Paris (Cevipof), rares sont les éléments susceptibles d'inverser la tendance.

Il décèle certes une fragilité chez François Hollande, qui « n'a pas complètement terminé son travail de conviction sur l'adéquation de sa personnalité à la fonction présidentielle ».

Nicolas Sarkozy continue d'avoir une meilleure image pour les questions régaliennes, la gestion des dossiers européens et la capacité à faire face à une crise internationale majeure.

Mais le seul scénario positif plausible pour le chef de l'État serait une très courte victoire comme celle de Valéry Giscard d'Estaing face au socialiste François Mitterrand en 1974, malgré un rapport de forces issu du premier tour favorable à la gauche, estime Pascal Perrineau.

« Ce n'est pas le scénario le plus probable », tant le désir d'alternance risque d'être le plus fort, avertit cependant le président du Cevi

La phrase

« Nous sommes chez nous, nous les Français et les Françaises, métèques venus des quatre coins du monde pour faire la France (...) les Polaks, les Portos, les Ritaks et les Espingouins, nous les Youpins, les Nègres, les Bougnoules, nous les Norvégiennes ménopausées. »

Eva Joly
candidate
écologiste



[repreant en forme de défi lors de son dernier meeting au Cirque d'Hiver le slogan favori de l'extrême-droite]

Le sondage

Les jeux ne sont pas faits, en tout cas pour le premier tour, à en croire un sondage OpinionWay-Fiducial pour Le Figaro et LCI qui place le président sortant Nicolas Sarkozy et le candidat socialiste François Hollande exactement sur la même ligne avec 27,5% d'intentions de vote. Mais cette même enquête a rappelé au président-candidat l'ampleur du défi qui l'attendra ensuite lors d'un second tour aux allures vraisemblables de référendum sur sa personne en donnant 10 points d'avance à son adversaire François Hollande (55% contre 45%).

Brèves de campagne

Jacques Chirac a donné une procuration à son épouse

Bernadette Chirac, qui soutient Nicolas Sarkozy, a reçu une procuration de son mari pour voter dimanche à l'élection présidentielle en Corrèze, a-t-on appris hier auprès du cabinet de l'ancien chef de l'État. L'ex-président de la République, qui se trouvait ces jours derniers à Taroudant, dans le sud du Maroc, devait toutefois rentrer hier en France. Mais son entourage n'a pas précisé si Jacques Chirac - qui avait dit l'été dernier qu'il choisirait Hollande en 2012 - irait voter lui-même à Sarran, en Corrèze, malgré l'envoi d'une procuration au nom de son épouse au maire de la commune, ou s'il laisserait ce soin à Bernadette.

Marine Le Pen perd son procès contre Eva Joly...

Le tribunal de Paris a relaxé hier la candidate écologiste à la

présidentielle Eva Joly, qui était poursuivie en diffamation par la présidente du Front national Marine Le Pen. Le 10 avril, sur RMC et BFM TV, Eva Joly avait déclaré à propos de la candidate d'extrême-droite : « Elle est l'héritière de son père milliardaire par un détournement de succession ». Comme le soutenaient la défense et le parquet, le tribunal a estimé que ces propos visaient Jean-Marie Le Pen et non sa fille.

... et fait appel

Marine Le Pen, qui réclamait 20 000 euros de dommages et intérêts, a fait appel. L'audience aura lieu samedi matin devant la 10^e chambre, a indiqué son avocat, Wallerand de Saint Just. Eva Joly visait dans ses propos diverses successions, dont le



(Photo C. Platiou/Reuters)

testament signé dans les années 1970 au profit de Jean-Marie Le Pen par Hubert Lambert, héritier d'une dynastie industrielle, pour lequel le fondateur du FN nie toute fraude.

Sarkozy critique les règles de la campagne officielle...

En meeting à Saint-Maurice, dans le Val-de-Marne, hier, le président-candidat s'en est pris aux règles de la campagne officielle, qui accordent aux petits candidats une exposition médiatique comparable à la sienne et même, depuis deux semaines, un temps de parole équivalent dans les médias audiovisuels. « La conception extraordinaire de l'égalité à la française, c'est neuf contre un », a-t-il dit, « et en plus, faut pas se plaindre ! ». « Je passe dans des émissions extraordinaires, entre deux personnes que je ne connais pas, qui viennent tous les cinq ans, comme une forme de festival de

Cannes », a-t-il ironisé. Pour Nicolas Sarkozy, il s'agit d'une « démocratie formelle qui étonne le monde entier et que même les Français regardent avec beaucoup de scepticisme ». Et le chef de l'État de s'interroger sur « certains des personnages à qui l'on donne des temps de parole extraordinaires, qu'on n'a pas vu avant, qu'on ne reverra pas après ».

... et persiste sur les frais scolaires à l'étranger

Nicolas Sarkozy s'est engagé à étendre progressivement à toutes les classes de collège la prise en charge des frais de scolarité des enfants d'expatriés dans les établissements scolaires français de l'étranger, une mesure potentiellement très coûteuse. Le président-candidat le promet dans une lettre aux Français de l'étranger diffusée hier, où il souligne que « la première de mes priorités a été et demeure l'accès à l'enseignement français ». Il

rappelle que cette prise en charge des frais de scolarité était une des promesses de sa campagne de 2007. Elle a depuis été mise en place dans les seuls lycées pour des raisons de coûts. Un rapport parlementaire publié en 2010 a chiffré à 107 millions d'euros le coût de la mesure pour les seuls lycées français de l'étranger cette année-là.

Hollande : « Mon Premier ministre sera socialiste »

François Hollande a pris acte hier des ralliements à sa candidature d'anciennes personnalités ayant fait du chemin avec la droite, à qui il ne compte toutefois confier aucun avantage ou mandat ministériel. « Je n'ai rien sollicité, rien demandé, rien négocié (...) Moi je ne repousse personne. En revanche, je suis socialiste, je suis de gauche, il n'y aura pas d'ouverture. Mon Premier ministre sera socialiste », a-t-il déclaré sur RMC et BFM-TV.